



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

médecins

Question écrite n° 107490

Texte de la question

M. Michel Liebgott attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé sur les mesures favorisant les médecins retraités à poursuivre leurs activités. Une diminution de moitié du nombre de médecins généralistes est attendue pour 2025. À l'heure actuelle, les médecins sont surchargés de travail, certains même n'hésitent pas à refuser de nouveaux patients. Il apparaît difficile dans cette situation d'assurer l'égal accès aux soins pour tous. Le 13 avril dernier, le Gouvernement a voté le retrait des mesures contraignantes qui pourtant tendaient à favoriser une meilleure répartition des médecins sur le territoire et s'est prononcé en faveur de la poursuite de l'activité des médecins retraités. Dans cette optique, le ministère de la santé a annoncé la suppression du plafonnement des revenus à 15 000 € pour qu'ils puissent toucher la retraite à taux plein tout en travaillant. Au mois de janvier 2011, ils étaient 7 326 médecins retraités à poursuivre leur activité. Même si effectivement dans un premier temps, on peut concevoir que les médecins retraités assurent une transition au regard du nombre insuffisant de praticiens, cette situation ne doit pas s'inscrire dans la durée. Il est urgent de trouver des solutions pérennes pour favoriser l'installation des médecins dans les zones sous-dotées, valoriser la formation des généralistes et garantir l'accès aux soins à toute personne. Il lui demande quelle est sa position sur le sujet.

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (10^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 107490

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 mai 2011, page 4427

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)